

Hausse des taxes d'études, coupes dans la recherche et l'enseignement : NON à l'austérité !

Les assemblées générales réunissant étudiant·es, chercheur·euses et salarié·es des Universités de Lausanne, Neuchâtel, Genève et Fribourg, de certaines HES vaudoises et genevoises, de la HE-Arc et de l'EPFL ont voté la présente résolution, adressée au Conseil fédéral en guise de réponse à la consultation sur son «Programme d'allégement des finances fédérales».

Nous, étudiant·es, chercheur·euses et enseignant·es, membres d'un syndicat ou d'une association, nous opposons fermement aux coupes de 460 millions de francs par an voulues par le Conseil fédéral dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Notre coalition défend la vision d'un service public de la formation et de la recherche qui soit de qualité et accessible à toutes et tous sans discrimination.

Pour compenser les coupes, le Conseil fédéral prévoit des hausses de taxes massives pour les étudiant·es des hautes écoles cantonales et des EPF¹. Il prévoit aussi de diminuer sa subvention à la mobilité internationale², au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS)³ et à la recherche de l'administration fédérale⁴. Enfin, il envisage de supprimer les contributions liées à des projets des hautes écoles cantonales⁵. Ces mesures s'inscrivent dans un vaste programme de démantèlement des services publics et parapublics et de coupes budgétaires à hauteur de 3,6 milliards de CHF.

Aujourd'hui, les hautes écoles (universités, HES et EPF) ont besoin de davantage de financements, pas de coupes. Les investissements dans les locaux et pour garantir des conditions d'études correctes ont été très insuffisants ces dernières années et n'ont pas suivi l'augmentation des effectifs étudiants. La stabilisation des 80% du personnel de recherche et d'enseignement qui travaillent actuellement sur des contrats précaires demande également des moyens supplémentaires. Enfin, nous aurons besoin de financements pour accueillir des chercheur·euses et étudiant·es qui subissent des attaques dans plusieurs pays.

¹ Mesures 1.5.6 et 2.4 du programme d'allégement :

<https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/91623.pdf>

² Mesure 1.5.7

³ Mesure 1.5.8

⁴ Mesure 1.5.9

⁵ Mesure 2.5

Nous rejetons l'ensemble des coupes proposées par le Conseil fédéral et les combattons en bloc, d'abord dans le cadre de cette consultation, puis sur les lieux de travail et de formation en activant les leviers nécessaires, car :

- 1. Nous rejetons catégoriquement toute hausse des taxes d'études⁶.** La formation supérieure, à l'instar de l'école obligatoire et du secondaire II, devrait être entièrement financée par l'impôt progressif. À l'inverse, les taxes payées par les étudiant·es sont un mode de financement inégalitaire puisqu'elles ne tiennent pas compte du revenu. Procédant de cette même logique, nous nous opposons aussi aux premières augmentations prévues par la HES-SO et les EPF.
- 2. Nous défendons des formations accessibles et gratuites.** Chacun·e devrait pouvoir choisir ses cursus de formation librement, de manière autonome et sans considération financière. Nous rappelons qu'il existe déjà des inégalités d'accès aux études supérieures selon la classe sociale⁷ et que la précarité étudiante est une dure réalité. Les montants des bourses d'études, qui seraient censées garantir l'accès aux études, sont déjà insuffisants aujourd'hui. De plus, les conditions d'octroi sont restrictives et inadaptées.
- 3. Nous rejetons la privatisation du système de formation et l'individualisation des parcours d'études.** À défaut d'un financement public viable, les étudiant·es mettent en place des stratégies individuelles néfastes et coûteuses : cumul d'un ou plusieurs emplois en parallèle des études⁸, cursus à temps partiel, prêt étudiant et endettement. Ces solutions ont des conséquences directes, parfois à long terme, sur la situation économique des étudiant·es et menacent leur intégrité, tant physique que psychique. Dans certains cas, les étudiant·es n'ont d'autre choix que d'abandonner leurs études ou échouent malgré leurs efforts.
- 4. Nous rejetons catégoriquement les mesures d'austérité dans le domaine de la recherche et de l'innovation.** En diminuant les subventions au FNS et à la recherche de l'administration, de nombreux postes et projets de recherche sont mis en péril. Selon le FNS, la diminution de sa subvention de 10% aura pour conséquence la suppression de 700 projets de recherche entre 2026 et 2028, soit quelque 2000 postes en moins dans les hautes écoles⁹.

⁶ https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1993/725_725_725/fr#art_13 La Suisse est par ailleurs censée instaurer progressivement la gratuité de l'enseignement supérieur.

⁷ https://www.tree.unibe.ch/L_tude_tree/index_fra.html

⁸ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/education-science/personnes-formation/degre-tertiaire-hautes-ecoles/situation-sociale-economique-etudiants.html>

⁹ [Faktenblatt-Sparmassnahmen fr.pdf](https://www.faktenblatt-sparmassnahmen.fr.pdf)

- 5. Nous rejetons catégoriquement toute mesure qui discrimine les personnes dites “étrangères”.** La Suisse ne se prive aucunement d’importer des travailleur·euses pour faire fonctionner des secteurs qui connaissent une pénurie de main-d’œuvre qualifiée. Il est particulièrement choquant de voir le traitement qu’elle réserve aux étudiant·es de l’étranger en souhaitant quadrupler le montant de leurs taxes et, de fait, contraindre une partie d’entre elles et eux, à renoncer à leur cursus. Cette mesure est d’autant plus inacceptable qu’elle s’inscrit dans un contexte de normalisation des politiques d’extrême droite, xénophobes et racistes.

- 6. Nous défendons une recherche et une éducation publiques, libres et de qualité.** Aujourd’hui déjà, travailler dans la recherche est bien souvent synonyme de précarité, de contrats de durée déterminée, de mise en concurrence et de pressions hiérarchiques. De telles conditions de travail nuisent à la qualité de la recherche, à l’enseignement et aux études. La formation tertiaire et la recherche sont indissociables et représentent un bien commun. Elles ne doivent pas être une variable d’ajustement budgétaire. Les désinvestir, c’est attaquer toute la collectivité et affaiblir notre démocratie, qui a besoin d’une production publique et librement débattue de la connaissance. A défaut, celle-ci sera assurée par des acteurs privés poursuivant leurs propres intérêts.

- 7. Nous rejetons catégoriquement la suppression des contributions liées à des projets au sein des hautes écoles.** Cette mesure signifierait en particulier l’interruption des programmes qui concernent la relève académique, la promotion de la diversité, de l’égalité et de l’inclusion, la durabilité et l’accessibilité de la science, avec des suppressions d’emplois à la clef. Des initiatives visant à lutter contre le harcèlement à l’université pourraient voir leur financement réduit ou abandonné, au même titre que des projets de vulgarisation scientifique. Les abandonner revient à se désresponsabiliser face à des enjeux qui revêtent une importance sociale évidente.

En conclusion, nous nous opposons formellement à l’ensemble des coupes dans le domaine de la formation, de la recherche et de l’innovation (FRI) proposées par le Conseil fédéral.

Nous appelons les chambres fédérales à rejeter en bloc le “Programme d’allègement des finances fédérales” car il touchera durement l’ensemble de la population, en particulier les étudiant·es et les chercheur·euses précaires, en les privant de tout ou partie de prestations publiques essentielles.

Liste des organisations signataires :

ACIDUL, ACINE, AESSP, AG!SSONS Unil, ANES, ANEL, AP-Arc, CAMP UNIL, CLEF, CUAE, Collectif Grève féministe UNIL, Contre-Attaque & Autonomie, FAE, FEN, GRC, oikos Neuchâtel, SIT, SSP, SDNE, Fédération syndicale SUD, Unipoly, Jeunes POP Suisse, Jeunes Vert·e·s Vaud, JSV, PCR, SolidaritéS Vaud et Neuchâtel.